Afrique: 750 F CFA - Europe : 1.000 F CFA

LA RUPTURE

500 F CFA

Bimensuel burkinabè paraissant les 5 et 20 du mois - N° 023 du 20 Août 2016

«C'est moi qui suis allé au MPP»

P8à9

Edito

La voix du paysan !

P3

Procès élèves Gounghin

L'accusation ne résiste pas aux faits

P14

Les Gombo.com

«Nous avons une vision artistique pour le Burkina»

P13

01 BP 3312 Ouagadougou 01 ● Tel.: (+226) 25-40-81-85 ● Mail : dp_larupture@rupturebf.com

Langues maternelles à l'école
Issaka Sawadogo épluche la problématique dans sa thèse

Quatre années de travail, de fouilles entre les lignes de plus de 217 documents ont permis à Issaka d'aboutir à la fin sa thèse. Ce fut endurant mais le lundi 25 juillet 2016, était le couronnement. Jour de soutenance, l'épreuve a lieu à dans l'amphithéâtre Jean pierre Guingané. Issaka est face face à un jury international, composé du Pr Moussa Daff de l'Université Cheick Anta Diop du Sénégal, Président du jury, du Pr Abou Napon, Directeur de thèse, du Pr Georges Sawadogo de l'université de Koudougou, membre du jury et de Pierre Malgoubri, rapporteur. Ils sont tous sociolinguistes.

La thèse a pour thème: «approche socio linguistique des représentations des enseignants du primaire face à la question de l'éducation bilingue au Burkina Faso en zone moorephone : le cas de Ouagadougou et de Tikaré». Le jury a trouvé la problématique très pertinente parce que, selon eux, l'accès à la connaissance universelle et le partage de nos savoirs passent mieux par nos langues propres.

(La Rupture)

L'impétrant est revenu sur le contenu de son travail, l'a exposé brièvement au jury et l'a défendu. Ainsi, d'entrée de jeu le candidat a montré que l'école burkinabè en générale est en crise. Du point de vue des obstacles qui jonchent le chemin vers l'enseignement de nos langues maternelles dans les écoles, la diversité de celles-ci ne rend pas facile le choix d'une seule. Mais le problème réside aussi et surtout dans le manque de volonté politique issue d'une vision claire dans l'éducation et la promotion des valeurs endogènes. L'impétrant a également montré que les représentations qu'a la société de façon générale et surtout les enseignants eux-mêmes, ne facilitent pas non plus la promotion de nos langues maternelles à travers l'école. Il n'a pas manqué de fustiger les Programmes d'Ajustements Structurels (PAS) qui ont conféré à notre Ecole le statut de damné. Les différents membres du jury ont fait ressortir que les différents programmes qui ont été mis en place au Burkina n'ont pas eu d'évaluations réelles afin de relever leurs forces et leurs limites pour de meilleures perspectives. Les différents gouvernements vont de reformes en reformes sans que l'on sache exactement là où l'on va. Navigation à vue?

Le professeur Pierre Malgoubri a montré sur ce plan que les intellectuels et les politiciens qui parlent de promotion de nos langues dans le système scolaire ne sont pas de bons exemples. Ils en parlent mais refusent d'y inscrire leurs propres enfants quand il le faut. Du coup on a l'impression que ces langues ne sont utiles que pour les autres.

Cependant, pour le professeur Moussa Daff, président du jury, *«il faudrait que les recherches scientifiques sur la question se renforcent et surtout qu'elles s'orientent vers la pédagogie de nos langues»*. Cela veut dire qu'il faut que les chercheurs arrivent à étudier entièrement nos langues du point de vue de la syntaxe, la grammaire, le vocabulaire, etc.

Ainsi, il deviendrait facile de les enseigner et de permette à quelqu'un qui n'est pas moaaga par exemple, de s'en approprier aisément.

Sur la difficulté à choisir une langue d'enseignement parmi une multitude de langues parlées dans une zone, le président du jury recommande d'écarter l'option régionale qui veut que chaque région parle *«sa langue»*.

Car selon lui, cette option comporte les germes de division et de conflits. Pour résoudre cette question, il se demande comment les Blancs ont fait pour que nous parlions partout une langue qui n'est pas la nôtre et qu'elle soit même la langue officielle. *«C'est là qu'il faut aller trouver la solution »,* soutient-il. En termes clairs, la solution passe par une autorité (au sens premier du terme) politique éclairée. Au professeur Georges Sawadogo de revenir sur les faits qui ont permis l'imposition du français dans nos écoles : *« Le Symbole est le nom donné à un crâne que portait l'élève qui commet le «délit» de parler sa langue maternelle à l'école. Ce dernier est donc puni de porter le Symbole jusqu'à ce qu'un de ses camarades en vienne à commettre le même délit. Là prenait fin la punition du premier et commençait celle du deuxième et ainsi de suite»,* explique-t-il. Même s'il ne faut pas des *«Symboles»* à l'école aujourd'hui, dit-il, *« il faut tout au moins une autorité politique ».*

Après quelques critiques formulées à l'endroit du travail, pendant environ 3 heures de débats, parfois aux allures de cours, le jury se réunit enfin pour décider du sort universitaire de Issaka Sawadogo. Déhors l'assistance va attendre environ 30 mns avant de voir l'impétrant convoqué pour le dénouement, on dirait fatidique. Il est élevé au rang de Docteur avec la mention très honorable. *« Le travail n' pas été du tout facile. On ne trouvait pas facilement les documents. Aussi, avec la méthode de collecte de données que nous avions choisie, on ne trouvait pratiquement pas de documents sur cette méthode au Burkina. C'est donc avec l'aide d'un ami en France que j'arrivais à avoir les documents. Mais à la fin, voilà ce que ça a donné. On est très heureux et on remercie le seigneur et tout le monde »*, s'est réjoui Issaka Sawadogo, nouveau Docteur en Linguistique. Maintenant, reste que ces connaissances concourent à sortir les universités de la nasse.●

La voix du paysan !

Au Burkina Faso, dans les programmes politiques, on parle quelques fois de l'agriculture, mais on n'y pense pas véritablement. En cette saison agricole, un clin d'oeil aux paysans des campagnes (forcément) qui sont encore dans le doute. Ils ne savent ce que demain sera pour eux. Les caprices de dame nature prennent le devant et dictent à eux, des attitudes contraires à leur volonté. Mais ce n'est pas seulement leur volonté qui est en cause. La volonté politique est aussi fortement questionnée par le caratère de l'agriculture nationale. Cette activité fait consensus dans notre pays. Elle est créatrice de richesses : on dit que « la terre ne ment pas ». La terre alors expose à d'énormes défits. D'abord, le défi de la production et de la sécurité alimentaire, le défi de la gestion de l'espace rural et de ses ressources naturelles et enfin le défi social de l'emploi. Mais la captation des enjeux n'est pas tpoujours maitrisée par les hommes qui nous gouvernent. Eux, ils pensent autrement.

La houe, la charrue, le gré de la pluviometrie etc., sont cependant le lot des paysans. Quelle est la part de l'État? Parce que bizar¬rement, les incantations au sec¬teur privé, faites par tous les acteurs politiques, dont le dynamisme et les initiatives sont censées jouer en faveur du développement, n'ont pas encore inclu les agricultures paysannes, surtout famillales. Donc, il revient à l'État de s'y mettre, parce que le secteur est stratégique. En tous cas, que ce soit hier avec Blaise et sa 4eme république (parce que ce fut le plus long règne) ou que ce soit aujourd'hui avec le triumvirat du Mouvement du peuple pour le progrès (MPP), la volonté politique est ce qui manque à l'agriculture, disons, le secteur agricole. L'amour de la patrie n'a pas encore pris le pas sur les ambitions, et les desseins personnels. Nos politiques ont tous un esprit varié, variant et variable. Cette plasticité de leur esprit est dictée par ces ambitions et desseins etrangers aux causes de l'humanité et à celle de notre pays. Pendant que les paysans manquent d'eau, les inondations font rage à Ouagadougou. Pendant que l'agriculture manque encore de tout – machines, intrants, financements, marché etc.,- les monuments poussent dans la capitale ; les échangeurs aussi sont devenus une priorité quasi nationale.

Les dirigeants veulent seulement plaire. Plaire ce n'est pourtant pas diriger. Justement, à propos de la volonté en politique, Antoine-Jean Cassé de Saint Prospère disait « avec un esprit très varié, on plait, avec une volonté unique, on commande ». Dans un secteur stratégique et de priorité comme l'agriculture, il n'y a aucune volonté. Le Président Roch avait promis aux pays qu'il allait créer des technopôles axées autour des grands secteurs dont l'agriculture et «rendre disponibles des financements adaptés pour accompagner les créations de PME/PMI destinées à employer des jeunes dans des secteurs tels que l'agriculture, l'agro-industrie, l'élevage, etc ». Malgré tout, les diligences sont ailleurs. Ce n'est pas l'économie faite par les populations à travers l'agriculture et autres activités qui importent en ce moment.

Avec Robert Linhart, c'est sans conteste. On peut tomber d'accord : «l'agriculture ne sert plus a nourrir les populations, mais à produire des devises». En effet, dans l'imaginaire de nos politiques et dirigeants, investir dans l'agriculture, c'est investir dans une couche sociale qui n'a rien, qui n'a pas le pouvoir et qui n'est pas dominante. Ils n'ont pas encore compris que cette couche tient le peuple. Ou du moins, il l'ont compris ! Le programme du président est porteur de cette conscience : « le développement de secteurs porteurs, notamment l'agriculture comme moyen de valorisation sociale et comme source de revenu ». Pourquoi ça ne marche donc pas ? On est tenté de donner une reponse, on ne peut plus théorique. Le fait de laisser les paysans s'épanouir, c'est courir le risque de sa propre perte. Il ne faut pas leur donner le pouvoir de décision. Il est mieux de les laisser tels, inconscients de leur place et de leur poids mais, mieux exploitables. Ils ne croient pas encore à Linhart. L'agriculteur, pour nos dirigeants, c'est nourrir les populations. Parce qu'ils sont friands de devises, que s'ils le savaient, les paysans ne souffiriraient pas de problème d'investissements. Les priorités sont à l'améliorations des indicateurs macroéconomiques. C'est à dire le stricte respect des règles de l'économie edictées par les partenaires financiers. Donc il faut contenir les dépenses au maximun, sutout pour des secteurs qui doivent plutôt nourrir que produire des dévises. C'est un gachis que d'y injecter de l'argent. Ce n'est pas améliorer les indicateurs.

Or, ces indicateurs sont importants dans la recherche de financement. Pour quoi faire ? Prêter aux riches, financer les riches, dédomager les riches. Pour avoir le financement, il faut avoir de la garantie. La garantie c'est la richesse, ça appartient au riche ! Le soutien à l'agriculture dans ces contexte devient le produit résiduel d'un calcul politique et même idéologique.

Où mettre l'amour pour la patrie? La patrie ? c'est eux qui décident de qui est patriote, citoyen et tout ce qui s'en suit. Les populations pauvres n'ont que l'agriculture pour survire, resister à la marche alambiquées du monde, un peu trop nuisible pour eux. Elles n'ont que l'agriculture pour participer à l'édifice.

L'agriculture doit alors avoir un regard particulier.●

LA RUPTURE

LA RUPTURE

Le Journal
«LA RUPTURE»
Récipissé n°1523P/2015/
CAO/TGIO/PF
du 5 mai 2015
ISSN : 2424-7383

01 BP 3312 Ouagadougou 01
Burkina Faso
Sise zone 1, rue Zabi, Immeuble
Bangbouré 1er étage

Tel : 25-40-81-85
Mobile : 64-38-29-49
j.larupture@gmail.com
«Des faits, une position, une intelligence»

Directeur de publication
Wilfried BAKOUAN
Tel : 79-97-47-33

Mail :
wilbak84@gmail.com

Maquette, PAO, photocomposition
La Rupture

Impression
Impricolor
Tel : 25-34-21-06

Service Commercial
Martine Yao
Tel : 78-52-21-13

Mail :
secretariat@rupturebf.com

Distribution
Zongo Drissa
Tel : 77-38-89-68

Mail :
distribution@rupturebf.com

LA RUPTURE

LE JOURNAL
DE RECHERCHE,
DEBAT,
INVESTIGATION,
PARTI PRIS
DECRYPTAGE

TOKSÉ

Hildaa : La fille d'un père !

Paru dans les colonnes du quotidien burkinabé l'Observateur Paalga dans le numéro 9180 du mercredi 17 août 2016 à la page 18, l'article intitulé, *«1ère fille au bac 2016, Hildaa, la fille du prisonnier»* écrit par Hugues Richard Sama a suscité un tollé quasi général. Ce sont des milliers de personnes, notamment des internautes qui ont réagi avec véhémence.

Etudiant en année de licence au Département Communication et Journalisme à l'Université Ouaga I professeur Joseph KI ZERBO, Hugues Richard Sama fait son stage en journalisme au quotidien l'Observateur Paalga. Ce jeune journaliste sortira de l'anonymat après la parution de son article *« I ere fille au bac, Hildaa, la fille du prisonnier».* En effet ce titre suscitera un tollé presque sans précédent qui enflammera de nombreux lecteurs dudit quotidien et aussi les internautes. Dès la parution de l'article, Hugues Richard Sama se fera vilipender. L'Observateur Paalga devra faire face à la colère de ses lecteurs qui accuseront le quotidien d'information de se comporter en *«magazine people»* ou encore en *«presse à scandale».* Certains sur la page Facebook du quotidien lanceront *«le concept de l'Observateur, la valorisation par la dévalorisation».*

Les faits

Cet article sera peut-être celui qui aura suscité la polémique de l'année. Polémique entre journalistes et polémique entre journalistes et populations. L'intention du journaliste Sama est pourtant évidente : dresser un portrait physique, psychologique et social de cette jeune Hildaa qui mérite toute notre admiration car ayant réussi la prouesse d'être la Première fille au bac avec la moyenne de 17,75. Mais l'ambiguïté de son titre a complètement renversé la situation. De ce fait, une partie des lecteurs s'est offusquée. Qu'est-ce que le titre de cet article a de si particulier ?

Que reproche-t-on à l'article?

Depuis un certain temps, les réseaux sociaux occupent une place prépondérante dans la vie quotidienne de milliers de Burkinabé. A peine paru que l'article a généré l'indignation. Le titre, notamment l'expression *«la fille du prisonnier»* qui peut prêter à confusion. Qu'a-t-il voulu dire par la fille du prisonnier ? Était-ce dans le but de dénigrer ou d'humilier Hildaa et sa famille ? Non, nous ne le pensons pas ! bien au contraire. Et comme le témoigne la tante de Hildaa dans ledit article *«elle a essuyé nos larmes».*

Aussi Hildaa n'est-elle pas la fille du Colonel Sidi Paré détenu à la Maco dans son inculpation présumée dans le putsch manqué des 16 et 17 septembre 2015 ? Si ! Et elle le dit avec fierté haut et fort à qui veut l'entendre. Voici sa réaction face aux différentes réactions *« Aba depuis matin on m'écrit ça finit pas. Merci les amis pour le soutien. PS: Ne vous en prenez pas au journal chacun fait ce qui lui semble bon. Mais je dis j'ai rien à cacher. Je suis fière de la vie que je mène hin. Rien ne me manque par la grâce de Dieu. Et Je dois mon succès à ma famille et précisément à mon papa. Bref c'est modèle sans lequel je n'aurai jamais réussi. Courage, bravoure, humilité et surtout honnêteté voilà ce qu'il m'a appris. Je laisse parler les gens oh moi je sais qui il est réellement. La vérité se saura tôt ou tard. God bless you »*

A qui la faute ?

Chacun a donné son avis sur le sujet. Beaucoup ont condamné l'article ; d'autres, celui qui a écrit l'article ; d'aucuns, le rédacteur en chef et plusieurs le journal même. Le journal aussi a répondu. Cependant sa réponse ne satisfait pas l'opinion publique qui se sent insultée. Et Hugues Richard Sama ? Que devient-il dans cette affaire? Beaucoup ignorent qu'un article si bien ou si mal écrit soit il ne peut paraître sans l'aval du rédacteur en chef. Beaucoup ignorent aussi que les titres sont souvent choisis par le rédacteur en chef ou le secrétaire de rédaction. Il est donc nécessaire de prendre du recul dans l'affaire Hildaa et de relaxer le jeune journaliste Sama, qui est d'ailleurs en stage.

Critique

L'article en lui-même est bien mais demeure tout de même perfectible. Le titre est accrocheur, certes, mais peut être choquant ou pas ; cela varie d'un lecteur à un autre. Le lien entre l'emprisonnement du père et le succès de la fille aurait pu être mieux étayé ; en quoi la situation du père a permis à la fille d'être la meilleure au bac 2016 ? Quel est le lien entre les deux situations? Autre bémol, la description assez osée du physique de la jeune bachelière. En effet on peut lire *«robe longue à rayure blanc immaculée au bas, qui dessine ses courbes généreuses…»*

Conclusion

Il est important dans ce contexte de fragilité du tissu social, que chacun prenne du recul devant chaque situation avant de condamner ou juger qui que ce soit. Il est de rigueur que chacun traite des sujets sensibles en les prenant avec des pincettes. Ceci permettra d'éviter les conflits… Monsieur Sama a cru bien faire mais le message n'a pas été compris par tous de la même façon. Une phase de réconciliation s'impose alors. En attentant souhaitons bon vent à ce jeune talent encore brut.●

Priscille Jinette BANSÉ

Droit des enfants au Burkina
Combattre le mariage forcé

Le mardi 26 juillet, la mission de l'Union africaine (UA) faisait dans les locaux du Ministère de l'action sociale et de solidarité nationale le bilan de son séjour au Burkina. Le but de la mission était de jauger le niveau de respect des droits des enfants. Si la délégation a noté des efforts faits par le Burkina en la matière, elle souligne avec force que beaucoup reste encore à faire notamment sur le phénomène du mariage précoce. Pour ce faire, la chef de la délégation a préconisé la poursuite des efforts par la prise d'actions fortes.

(La Rupture)

C'est une délégation fortement composée de femme qui est venue s'enquérir des réalités de la mise en œuvre des droits reconnus aux enfants par les lois nationales et les instruments internationaux dont le Burkina s'est engagé. L'Organisation non gouvernementale Save the Children, engagé aux côtés des enfants, faisait partir de la délégation. Elle était représentée par Aimexe Amoussou. La mission était conduite par l'algérienne Fatima Zohra Sebaa Delladj. Elle est rapporteur sur la question du mariage des enfants auprès de l'UA. Dans son bilan, la chef de la délégation a focalisé son attention sur le mariage forcé et précoce dont nombres de jeunes filles continuent d'être victimes au Burkina. Mme Delladj s'est montré farouchement hostile à ces pratiques que, selon elle, « rien ne justifie ». Ainsi elle n'a ce cessé de marteler sur un ton de fermeté à l'endroit de ceux qui s'adonnent à ces pratiques que « ce n'est plus possible de marier une fille à 14, 15 ans, ce n'est plus possible ». Comme pour lever toute idée reçue, la chef de la délégation argue que ces pratiques « n'ont rien a voir ni avec la religion ni avec la culture africaine ». Mme Delladj indique que ces deux fléaux portent gravement atteinte à plusieurs droits des jeunes filles. Notamment de la violation du droit à l'éducation en ce sens que la jeune fille qui est forcée à se marier est en même temps retirée de l'école. Donc, privée du droit à l'éducation. Encore, elle est donnée à un homme sans consentement et à un âge qui ne lui permet pas de vivre en couple. Pour elle, le mariage précoce et le mariage forcé doivent être combattus avec force et sans relâche jusqu'à ce que cessent totalement ces pratiques dans tout le Burkina, dans toute l'Afrique. Elle interpelle les Etats où mariage précoce et mariage forcé battent leur plein de prendre des « actions fortes » afin de les éradiquer.

En rappel, l'UA a lancé en octobre 2014 la campagne contre le mariage des enfants. Et trente pays ayant un taux élevé de mariage des enfants ont été invités également à engager cette campagne à l'échelle nationale afin d'éradiquer ces fléaux qui martyrisent des milliers de jeunes filles sur le continent africain. C'est dans cette logique que le Burkina s'est lancé dans la campagne depuis mars 2015. Mme Delladj dit être venue constater de visu ce qui a pu être réalisé. Ainsi, elle note que « le Burkina malgré certaines difficultés est en bonne voie dans cette lutte en ce sens qu'il a élaboré déjà une stratégie nationale avec des objectifs clairs, la prise en charge des victimes, la reforme de certaines lois sont en vue». Mme Delladj n'a pas manqué de faire des recommandations pour permettre au Burkina de réussir sa lutte. A cet effet, elle a demandé entre autres que l'âge du mariage soit uniformisé ; que la sensibilisation sur les inégalités liées au genre soit renforcée; l'accélération du processus de relecture de certaines lois allant dans le sens d'une protection accrue des droits des enfants.●

Samory SOUNDIATA

LE VAGABOND

Qui lira comprendra.

Ce n'est pas gros français, c'est terre à terre. Donc faut savoir lire et réfléchir là-dessus.

Hier soir, je me promenais dans la ville de Ouagadougou. Arrivé sur le pont Kadiogo, j'ai vu un monsieur court et en forme, tête rasée. Il était assis sur les garde-fous du pont aux abords et balançait ses pieds comme ça. Le gars ressemblait à quelqu'un que je connais très bien. Je me suis approché et j'ai vu que c'est un gars de notre quartier, un de mes Kôrô. *« Ah c'est toi ?»*

«Kôrô y a quoi ? Tu es ici maintenant ? Tu dors ici maintenant ?»

Je ne fais que enchaîner les questions seulement, tellement que je ne pouvais penser le voir en ces lieux. Mais mon Kôrô ne me répondait pas.

Il regardait seulement le ciel.

Il cogitait quoi.

Je connais bien le Kôrô. Il a géré beaucoup d'argent dans ce pays. A un moment on lui a donné des milliards pour qu'il voit dans sa tête ce qu'il pouvait faire pour la ville de Ouagadougou.

Et son boss lui a demandé: *« qu'est ce que toi aussi tu peux faire de bien pour les populations de la ville de Ouagadougou? »* Le jour où on lui posait ces questions là, c'était devant moi. C'est Abilèss Comporé, son ami pour qui il disait qu'il était prêt de mourir là, le gars qui vit maintenant dans les non-lotis là. Tu vois ?

Tu sais ce qu'il a fait avec tout ça ? Il a pris manger et financer des élections. Il a donné à ses amis, à ses gars, à ses gos, à ses proches et à sa famille. Il a tout gâté. Qui est bête?

Vous êtes là pays pays ! C'est pas moi qui ai accouché le pays-là, pourquoi on veut que je le nourrisse ? Je dois m'occuper de moi et de tous ceux qui sont à côté de moi. Là je peux être sûr que s'il y a vote, ils vont me voter et mobiliser les gens pour me voter. D'ailleurs tenga yaa tond tenga. Même si personne ne vote, on sera là. On s'en fout la mort. Celui qui fait on le fait et on continue. On s'en fout. Si les gens refusent même de nous voter, les salamandres sur les caïcédrats vont nous voter. Ils ont des pieds non ? Ils vont se débrouiller aller voter avec leurs pieds. On s'en gnangne ! Voilà.

Chaque fois le Kôrô parlait comme ça seulement et ça gâtait le cœur des gens. Mais il s'en fout ! Il a l'argent et le pouvoir. Il a peur de quoi ? Rien !

Ha, mais moi aussi j'aime parler beaucoup woh ! Excusez-moi, il faut me comprendre. Héééé quand j'ai vu mon Kôrô du quartier là, je me suis rappelé de tout ce qu'il disait avant. C'est ce qui fait que je parle beaucoup comme ça. C'est pas facile hein !

Mais revenons maintenant à ce que je racontais. Vous savez pourquoi il était sur le pont Kadiogo là ? Haan ? Il était la-bas parce que lui aussi sa maison est tombée. Avec inondation là woh, tout le monde va savoir. Je suis dans non-lotis woh, je suis dans lotis woh, même que je suis ancien Sinistre woh, pardon Ministre, je suis nouveau Ministre woh, je suis ancien Maire woh, je suis nouveau Maire woh. Si chacun ne change pas, chacun va savoir un jour.

Moi j'ai demandé au Kôrô : *«pourquoi tu es là ?»* Et c'est maintenant qu'il va tout expliquer : *«mon petit tu parles et puis moi je réponds pas la woh, tu crois que c'est facile ? Regarde moi, toi au moins tu connais mon avant. Qu'est-ce que nous on n'a pas fait dans ce pays ? Quel argent nous on n'a pas eu dans ce pays!?»* wohoii !! woii ! le Kôrô a commencé à pleurer.

Il pleure et moi-même je savais pas quoi dire.

Et il continue difficilement ses paroles en m'expliquant: *«mon petit, ma maison là je l'ai construit tout en béton, à son temps j'ai construit ça pour que ça résiste même à une rocket si c'est pas les petits bandits qui sont venus me tabasser entre temps là. Sinon tout est solide. Mais eux-aussi ils sont passés par le mur sinon ils ne peuvent rien casser là-bas.*

Mon petit, mon petit, malgré que la maison soit très solide pour résister à rocket là, aujourd'hui c'est eau de pluie qui fait tomber ma maison. Je ne comprends rien. Dieu merci que c'est pas tombé sur moi et j'ai pu m'échapper sous la pluie pour venir ici pour…. Je suis dépassé. Je ne voulais pas que mes voisins me voient. C'est la honte, parce que avant là moi je les considérais comme de petits rats et quand leurs maisons en banco là tombaient, moi je pouvais pas savoir que chacun va manger sauce dur de la vie. Djahhh aujourd'hui ma maison va tomber. Ce qui me fait encore mal là, c'est que leurs maisons en bancos ne sont même pas tombées.» Wooii, wohii.

Le Kôrô n'arrête pas de pleurer. Il est depassé.

C'est là que moi-même j'ai dit au Kôrô de faire pardon et de ne pas pleurer comme ça. La vie est ainsi faite.

Mais j'ai été honnête et j'ai parlé franchement au Kôrô !

Kôrô hier tu étais devant, tu n'as pas pensé à ta ville malgré qu'on t'a donné beaucoup d'argent pour la gérer. Mais tu as préféré faire beaucoup de n'importe quoi. Sois vous n'étiez pas intelligent ou sois vous étiez de vrais apatrides. Tu n'aimes pas ton pays alors que tu le diriges. Kôrô tu sais pourquoi ta maison est tombée à son tour après celle des voisins ? Il faut savoir qu'il n y a jamais de bonheur au milieu de la misère.

Tu ne peux pas vivre heureux pendant longtemps en oubliant ceux qui souffrent autour de toi, l'autre monde. Tôt ou tard tu seras inondé d'une manière ou d'une autre et tu répondras de cet oubli volontaire. Il n y a pas de dette dans la compromission, ça se payera un jour. Vous n'avez même pas été capables de réaliser de bonnes canalisation. Quid du draînage des eaux ? Et l'utilisation de ces eaux à des fins utiles.

Et je continue à parler seulement:

En réalité Kôrô, les inondations que l'on voit là sont aussi le fait d'un échec de gestion de la ville. Vous ne vous êtes pas penché sérieusement sur un plan prospectif en réparant les manquements du passé. Vous avez continué comme ça seulement. L'essentiel c'est partager des parcelles seulement parce que là-bas y avait l'argent. Donc vous êtes responsables de tout ce qu'on voit aujourd'hui. Ne pleurez pas ici. Ne faites pas comme si c'est problème de catastrophe naturelle ou changement climatique qui est à l'origine de tout ça. Non non non Kôrô. Par exemple, aussi je vais vous demander : « est-ce que vous avez pensé à un autre barrage autour de Ouaga, ville qui est très grande et qui continue de s'agrandir ? » Haan, dis-moi. Parce que le tout ne se limite pas aussi aux caniveaux. Mais les eaux vont aller où après ? Aussi le tout ne revient pas à récupérer les eaux mais il faut les utiliser à d'autres fins utiles pour les populations de Ouaga. Mais les deux petits barrages de Tanghin ne peuvent même plus contenir les eaux de la ville. Ils sont dépassés. Heureusement même qu'il y a Bangr-weogo qui reçoit une partie de leurs eaux. Est-ce que vous avez pensé à d'autres alternatives en dehors de l'eau de boisson Kôrô ? Mais vous n'avez pas pensé loin parce que vous ne vouliez pas qu'on aille loin. Tout se limitait au pouvoir. Le reste on s'en gnangne ! Et c'est dans ça qu'on voit la grandeur des hommes. On n'est jamais plus grand que son esprit. Kôrô je veux pas parler beaucoup. Moi la maison de mon grand père est tombée beaucoup de fois, celle de mon père est tombée après et moi-même la maison où je dors aujourd'hui-là même est tombée.

Tu vois ? Donc moi aussi je suis une victime de ce que vous avez bâti sans visions, c'est pour ça que quand je pense, je commence à m'énerver et je parle comme ça. Sinon je compatis à ta douleur. Mais si j'ai dit quelque chose de mal et ça t'a choqué un peu, bèh, excuse moi.

En parlant, en même temps j'ai attrapé en bas de mon habit noir là essuyer les larmes du Kôrô et je suis parti vers la Mairie centrale de Ouagadougou pour voir s'il n y a pas eu inondation là-bas, parce que maintenant-là on n'en sait jamais.

Héé ! Vous savez, c'était un rêve. Ah, mais celui qui dit qu'il connaît le Kôrô n'a qu'à me chuchoter son nom à l'oreille.

Mais pardon, ne lui dites pas quoi que soit. C'est entre nous.

A bientôt pour d'autres rêves, surtout si je trouve une maison et que l'eau ne rentre pas dedans.●

Aziz

Hillary Clinton, le féminisme libéral et l'émancipation des femmes

Dans de sa campagne pour l'investiture démocrate, Hillary Clinton tente de se présenter comme la championne des droits de femmes, faisant appel à la solidarité féminine (sisterhood) et à la possibilité de devenir la première présidente américaine afin de mobiliser les appuis. Bien qu'il y ait effectivement une couche de la jeunesse qui la perçoive comme la candidate la plus progressiste du fait de son genre, beaucoup de jeunes femmes et hommes américains voient clair dans son jeu, et la voient comme faisant partie d'un establishment qu'ils haïssent de plus en plus.

Les récentes gaffes de supporters prestigieuses, telles que Gloria Steinem et Madeleine Albright, n'ont fait qu'empirer les choses. Steinem, connue comme meneuse et porte-parole du féminisme de « deuxième vague » des années 60-70, a suscité l'indignation lorsqu'elle a suggéré que les jeunes femmes appuyant Bernie Sanders ne le faisaient que pour attirer l'attention des garçons. Elle s'est par la suite excusée pour ces propos sexistes, mais sans pouvoir réparer les dommages et faire oublier l'hypocrisie du féminisme libéral ainsi dévoilée. La même semaine, à un autre rassemblement de Clinton, l'ancienne secrétaire d'État Madeleine Albright affirmait qu'« il y a une place spéciale en enfer pour les femmes qui n'aident pas les autres femmes ». En réponse, beaucoup lui demandèrent s'il y a une place spéciale en enfer pour une femme qui a servi la cause de l'impérialisme américain pour la majeure partie de sa carrière professionnelle et qui a déjà affirmé par le passé que la mort d'un demi million d'enfants iraquiens à cause des sanctions américaines en « valait le coup ». Encore une fois, l'image de championne des femmes de Clinton en a pris un coup.

En réalité, Hillary Clinton est une représentante du capitalisme et de l'impérialisme étasuniens, et à travers ses plus de 20 ans en positions de pouvoir, elle a défendu avec enthousiasme des politiques et des guerres qui ont précipité des centaines de millions de femmes à travers le monde dans des conditions abjectes de misère et de pauvreté. La liste de ses donateurs, réunissant magnats, banquiers et lobbyistes, démontre très clairement son allégeance à Wall Street. Une série de conférences privées qu'elle a données à des banques de Wall Street et des firmes d'investissement telles que Morgan Stanley, Goldman Sachs et la Deutsche Bank entre 2013 et 2015 a aussi beaucoup fait sourcillé. Ces conférences lui auraient rapporté un total de 4,1 millions de dollars en honoraires, d'après le Wall Street Journal. Comme le veut le proverbe, on ne peut servir deux maîtres à la fois. Le financement qu'elle reçoit des capitalistes signifie qu'elle devra défendre leurs intérêts, et non ceux des travailleuses. Une fois présidente, elle va appliquer des politiques d'austérité et lancer des attaques contre la classe ouvrière, ce qui va affecter particulièrement les femmes et les groupes marginalisés.

Plusieurs jeunes femmes qui se réclament du féminisme intersectionnel ont correctement indiqué que l'on ne peut pas voir toutes celles qui appartiennent à une catégorie telle que « femme » comme étant homogènes, et ont souligné que malgré qu'elle soit une femme, les intérêts et les politiques de classe d'Hillary Clinton ne vont pas dans le sens de l'intérêt de la majorité des femmes. Cependant, malgré que l'intersectionnalité souligne avec raison que les gens font l'expérience de plusieurs formes d'oppression interconnectées, cette approche regarde l'oppression au niveau subjectif individuel, suggérant que ceux et celles qui appartiennent à un groupe opprimé en particulier ont la meilleure position pour comprendre la

nature de cette forme d'oppression et sont les plus à même de la combattre. Si nous suivons cette approche jusqu'à sa conclusion logique, Clinton serait la plus qualifiée pour combattre l'oppression des femmes. Plusieurs jeunes reconnaissent que ce n'est pas le cas et se sont mobilisés autour de Bernie Sanders, parce que ses idées font écho aux sentiments anti-establishment et pro-socialiste qui grandissent dans la société étasunienne. Tandis que l'intersectionnalité voit toutes les formes d'oppression comme étant fondamentalement égales, la tentative de Clinton d'utiliser son genre pour augmenter ses appuis montre en pratique que la classe transcende toutes les autres formes d'oppression. Ayant compris cela, il est nécessaire de comprendre comment l'oppression des femmes a surgi de la division de la société en classes et comment aujourd'hui le capitalisme a besoin de perpétuer l'oppression des femmes.

Les femmes n'ont pas toujours été soumises aux hommes. En fait, pour la majorité de l'existence humaine, une division sexuelle du travail n'avait pas pour conséquence l'inégalité sociale et économique. Dans les sociétés de chasseurs-cueilleurs, le travail de l'une était tout aussi important que celui des autres pour la survie du groupe et les membres d'une communauté partageaient de manière égale les fruits du travail collectif. Lorsque les humains se sont tournés vers la production agricole, il y a environ 10 000 ans, un surplus (plus que ce qui pouvait être consommé immédiatement) fut rendu possible pour la première fois. Au fil du temps, certains ont accumulé un surplus suffisant pour qu'ils n'aient plus à travailler et ont utilisé leur surplus pour l'offrir en compensation à d'autres (du moins suffisamment pour les garder en vie) afin qu'ils travaillent pour eux, ou pour pouvoir l'échanger contre d'autres marchandises spécialisées; cela représente la division de la société en classes d'exploiteurs et d'exploités. Les origines de l'oppression des femmes se trouvent dans ce changement dans la manière de produire et d'échanger. Étant donné que le travail produisant de la richesse était largement dominé par les hommes, le travail des femmes a perdu sont caractère public. L'institution du mariage naquit afin de contrôler les capacités reproductives des femmes et assurer la paternité des enfants afin que les hommes puissent léguer leur richesse à leurs descendants. Avec le développement de la propriété privée, les femmes furent confinées à la sphère domestique en tant que propriété de leurs maris pendant des milliers d'années, jusqu'au développement du capitalisme.

Le capitalisme a ramené la femme dans la sphère publique, ce qui représente en quelque sorte un pas en avant. En faisant partie de la classe ouvrière, les femmes peuvent s'organiser et demander plus de droits et de libertés que dans les époques passées. Bien sûr, cela varie d'un pays à l'autre dépendamment du niveau de développement et de l'impact du colonialisme et de l'impérialisme. Mais sous le capitalisme, les femmes sont doublement opprimées en tant que travailleuses non payées à la maison et en tant que travailleuses salariées exploitées sur leur lieu de travail. Le capitalisme a besoin du travail non payé dans la sphère domestique afin de reproduire la prochaine génération de travailleur-euses à exploiter. Par ailleurs, l'écart de salaire entre les hommes et les femmes entraîne la diminution des salaires de tout le monde et fait ainsi augmenter les profits des patrons. La classe dirigeante utilise la division de la classe ouvrière selon le genre, la race et selon d'autres différences pour maintenir en place son système d'exploitation et elle utilise son monopole des médias et des autres institutions culturelles pour perpétuer les attitudes discriminatoires et divises. Lorsque cela correspond à leurs intérêts, elle octroie des concessions artificielles à certaines couches de la classe ouvrière pour gagner leur soutien et les retourner contre d'autres couches de travailleur-euses. C'est précisément ce que Barack Obama a fait, se présentant comme un sauveur pour les Étasunien-nes noirs, et c'est ce que la classe dirigeante fait avec Hillary Clinton, la présentant comme une défenseuse des femmes et des enfants.

Lorsque les marxistes affirment que la classe transcende toutes les autres formes d'oppression, nous ne voulons pas dire que cela est la pire oppression en termes de souffrance, ou que la classe ouvrière est en quelque sorte supérieure à d'autres groupes opprimés. Nous voulons dire que tant que nous vivons dans une société où une petite minorité exploite la majorité, aucun groupe opprimé ne peut être réellement émancipé et il y aura toujours des inégalités systémiques. Tous les représentants de cette classe dirigeante minoritaire, quel que soit leur genre, leur race ou leur orientation sexuelle, serviront ultimement leurs intérêts de classe. Sous le capitalisme, la forme primaire d'oppression est l'exploitation du travail salarié, car le fait de payer les travailleur-euses moins que la valeur de leur travail est la base des profits accumulés par les capitalistes. Cela veut dire que la classe ouvrière, qui représente la majorité de la population de la plupart des pays, est dans une position unique à cause de son rôle dans la production capitaliste qui lui permet de paralyser le système.

Cela veut-il dire que les marxistes suggèrent que rien ne peut être fait concernant l'oppression des femmes jusqu'à ce qu'il y ait une révolution socialiste? Certainement pas. Les marxistes se positionnent fermement contre le sexisme, la violence et le traitement discriminatoire envers les femmes, qui, combinés au racisme et aux autres formes de discrimination, ne servent qu'à diviser la classe ouvrière et à nous empêcher de nous unir contre notre oppresseur commun, et qui donc n'ont aucune place au sein du mouvement. Nous soutenons l'action collective venant d'en bas pour prévenir et répondre au sexisme dans les rues, sur les lieux de travail et les campus, incluant des grèves avec des étudiantes et des étudiants, des travailleuses et des travailleurs, ou encore la formation de corps démocratiques redevables pour assurer la sécurité de nos communautés. Ces initiatives doivent être menées par les organisations de la classe ouvrière, par les syndicats étudiants et ouvriers. Les marxistes soutiennent aussi toutes les réformes qui puissent éliminer les barrières auxquelles font face les femmes, telles qu'un système de garderie universel, l'accès aux services de santé sexuelle et l'égalité salariale. Nous en appelons aux organisations de la classe ouvrière pour qu'elles consolident l'unité dans la lutte de classe pour ces réformes et contre toutes les coupures et les attaques dirigées contre les travailleur-euses, qui frappent les femmes de manière disproportionnée. Tout en disant cela, nous soulignons le caractère temporaire des réformes sous le capitalisme. Le capitalisme est dans une période de déclin et nécessite les coupures et l'austérité quand il est en crise. Nous devons lutter pour les réformes tout en les liant constamment au besoin de lutter pour le socialisme.

Malheureusement, les bureaucraties des organisations ouvrières sont souvent responsables de retenir le mouvement en arrière, en en arrivant à des compromis avec le patronat ou l'État afin d'éviter un conflit ouvert et pour protéger leur position privilégiée. Cela est une des raisons pourquoi les politiques bureaucratiques comme la parité entre les genres ne sont pas un outil efficace pour faire avancer la position des femmes. Cela veut surtout dire qu'une minorité de femmes parvient à des postes avantageux tandis que peu est fait pour lutter pour des meilleures conditions pour la majorité des travailleur-euses, dont la moitié sont des femmes. Tandis que la participation plus active de groupes sous-représentés est un développement positif, nos représentants doivent être élus pour leurs politiques et leur capacité à mener une lutte véritable. Il est important de comprendre que les femmes et les autres groupes opprimés ne sont pas opprimés à cause de leur sous-représentation; ils sont sous-représentés à cause de l'oppression systématique de notre société. De manière similaire, les opinions et représentations culturelles sexistes sont un reflet du rôle économique et social que les femmes occupent sous le capitalisme; viser à changer les mentalités sans changer les conditions matérielles de la société ne peut pas en soi éliminer le sexisme. L'accent doit être mis sur la transformation des organisations ouvrières en véritables organes militants qui luttent pour le renversement du capitalisme, pour des conditions qui peuvent réellement émanciper les femmes et tous les groupes exploités et opprimés.

Quelles sont ces conditions? Premièrement, nous devons éliminer le fardeau du travail domestique qui pèse sur les épaules des femmes. Cela ne peut être fait que par la socialisation du travail domestique, soit en fournissant des services de nettoyage, de lavage et de restauration publics, en établissant de longs congés payés pour que les deux parents puissent élever leurs enfants, et en fournissant un système de garderie universel. De plus, nous devons mettre fin à la course aux biens matériels désespérée qui reproduit les attitudes discriminatoires. Tout le monde doit avoir accès à un emploi bien payé, à une éducation postsecondaire gratuite, à un logement, à un système de santé, etc. Voilà les conditions qui peuvent placer les hommes et les femmes sur un terrain matériel égal et permettre aux femmes d'être davantage impliquées dans la vie publique et dans l'administration de la société. Enfin, la propriété collective et le contrôle démocratique des médias, des institutions artistiques et culturelles et du système d'éducation pourraient fournir le contenu culturel permettant de défier les attitudes négatives envers les femmes.

Ces politiques contredisent directement l'impératif du profit du capitalisme et ne peuvent être mises en place qu'en nationalisant les grands leviers de l'économie et en décidant démocratiquement de l'allocation des formidables richesses disponibles au profit de la majorité. Il y a plus qu'assez de ressources dans la société pour que tout le monde puisse avoir un haut niveau de vie, mais ce n'est pas le fait d'élire une femme comme présidente ou première ministre dans un système capitaliste qui pourra nous permettre d'y arriver; c'est par la base, grâce à une lutte de classe unifiée pour le socialisme, qu'on pourra mettre en place une telle société. C'est à travers la lutte que les préjugés et les attitudes discriminatoires vont s'effondrer, les gens prenant ainsi conscience de leurs intérêts communs. La grande majorité d'entre nous est exploitée et opprimée par le capitalisme. Il est dans notre intérêt à tous de s'unir et de lutter non seulement contre l'oppression des femmes, mais aussi contre toutes les formes d'oppression. Seulement sur cette base pouvons-nous atteindre la véritable émancipation des femmes et éliminer toutes les formes d'exploitation une fois pour toutes.●

Jessica Cassell
de La Riposte Socialiste

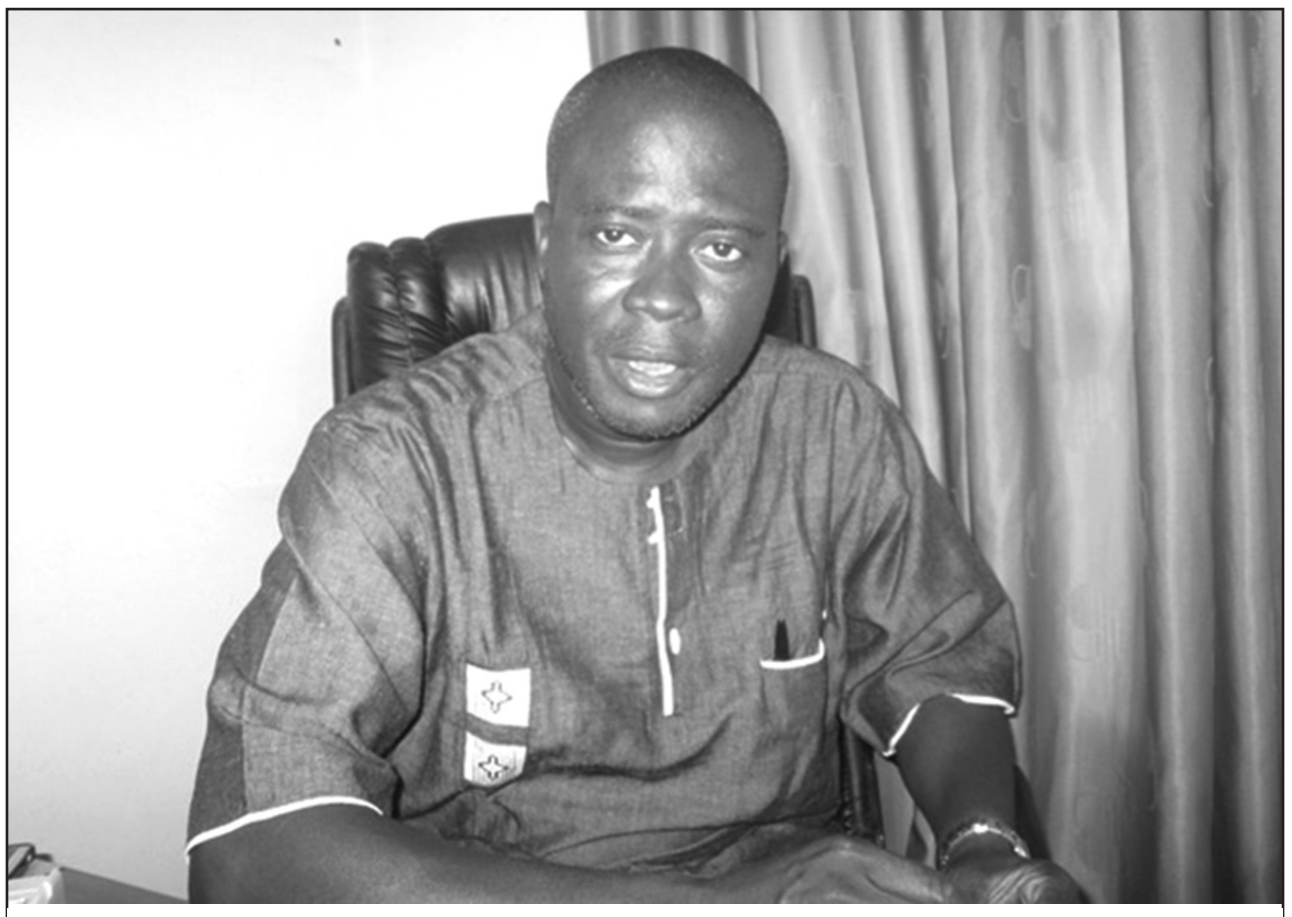
CRISE AU PAREN
«C'est moi qui suis allé au MPP!»

Le Professeur Bado fait encore la une de l'actualité nationale. Son pamphlet contre son protégé est tres amère. Il lui reproche le fait de voulir patrimonialiser le parti et de l'utiliser pour son ascenssion personnelle. Le tort de Barry, il ne rend pas compte à son mentor et gère le parti en ignorant les prérogatives du vieux.

Or, avec Bado, ça ne marche pas comme ça. En plus, il y a les plaintes faites à Bado par certains militants. Tout cela mis ensemble, Bado veut reprendre son parti. Et il le dit fièrement: «C'est normal non?». Les valeurs d'hier sont galvaudées.

De la renaissance qui a l'identité du parti, il ne reste que le Parti de la renaissance nationale (PAREN) lui-même qui doit renaître. Bado a trop d'emprise sur les militants du parti, même s'il s'en défend. Le bureau national aussi à des reproches à s'essuyer dans sa manière de conduire les choses.

Alors, que devient l'espoir qu'a promis les grégaristes aux électeurs avant d'aller imbiber leurs votes dans la soupe du diable? On n'aura pas de réponses, même si la redition des compte est un autre reproche que Bado formule contre son poulain de jadis. Cependant, les supputation vont et iront bon train. En attendant, le Pr ne comprend pas comment Barry peut se comporter tel qu'il le décrit, alors que c'est par lui Bado que le PAREN est arrivé à la mangeoire.●



Abdoul Karim Sango présenté comme le parfait disciple de Bado à démissionné en février 2016. Les faits d'aujourd'hui lui donne t-il raison?. (DR)

«Ce n'est pas Barry qui a été appelé à être ministre, c'est moi. C'est moi qui ai décidé d'aller au MPP. C'est moi qui ai choisi mon ministère, parce que je savais qu'avec la Culture, j'allais faire des choses terribles les cinq ans à venir. Malheureusement, maintenant Barry travaille tout seul, il ne me rend pas compte. Ce n'est qu'il y a 4 jours qu'il vient maintenant avec un programme d'activités. C'est moi qui lui avais dit, mais tu es ministre ça fait combien de temps? Tu ne viens pas on va s'asseoir?», a confié Bado au site d'information 226 Infos.net le mardi 16 aout 2016. C'est un choc pour ceux qui ont donné leurs voix au PAREN lors des dernières consultations électorales. Les réseaux sociaux n'ont pas été de repos. Si pour certains, c'est fini pour le PAREN, d'autres estiment que le parti ne devait pas tomber tant que ça. L'idée d'un départ au MPP est bien affirmée par le Pr dans son interview. C'est moi qui suis allé au MPP. Or le Professeur avait bien mis en garde ses compatriotes à l'idée de laisser le pouvoir échoir au MPP. Parce que, de sont avis, le MPP c'est l'original du CDP. Qu'est ce qui a changé il y a d'une annéé? Le Professeur n'en dit pas un seul mot mais ses reponses dans ladite interview laissent subodorer un trop plein d'amertume. La figure tutelaire du Professeur est forte sur le parti. c'est Bado qui propose les candidats au poste de Président du parti. C'est lui qui oriente les décisons du parti aussi. Il a choisi d'aller au MPP, et voici Barry qui est Ministre de la culture. Alors que sont devenus les idées en politique? Mensonge et fourberie? En tous cas ce que de nombreux Burkinabè s'étaient abstenus de critiquer au PAREN à haute voix lors de la formation du gouvernement de Paul Kaba Tiéba est désormais ouvert à la critique: l'entrée du PAREN dans le gouvernement avec le MPP. Le temps a fait le travail. Et en public, où les tenants du parti on choisi pour laver le linge devenu trop sale pour rester dans la cour. Le camp opposé reproche aussi à Bado de vouloir destabiliser le parti.

Difficile cohabitation

Autour du président Barry, c'est la quadrature du cercle. Le parti est bipôlaire. Bado lui-même le reconnaît : «On s'est vu il n'y a pas longtemps. Je lui ai dit, non entendons-nous. Il y a une crise. Il y a deux groupes au sein du parti. Il faut l'unité.» D'un côté, le Fondateur à qui tout arrive. Tous les frustrés le saisissent pour exposer leur inquiétudes. De l'autre, Tahirou Barry qui continue de tisser une toile autour de lui-même. Son ambition politique est calculée, et il faut agir. Pour Bado « qui n'aime pas le pouvoir », ce n'est pas bon. C'est démésuré ! La gestion du parti est aux antipodes de ce qu'il préconise : le rassemblement et l'unité. Lui qui avait tout fait pour que chaque ethinie puis avoir sont tour de gestion : « Le premier président après moi, c'est Guigmedé. Après lui j'ai dit : il y a les ethnies, mais il y a le genre. Le genre, j'ai proposé une Jeanne Coulibaly. Après Jeanne, j'ai proposé un peulh. Parce que Jeanne était à la fois l'ethnie bôbô et le genre, une femme à la fois. J'ai proposé un peulh, parce que les Peulh sont très nombreux ici au Burkina ». Les observateurs et les lecteurs se demandaient ce qui se passait au sein du Parti de la renaissance nationale (PAREN) depuis la démission de Abdoul Karim Sango. La reponse a été donnée par cette interview. Il n'y a pas de fumée sans feu. La maxime bien réelle ! Ce sont des rancoeurs politiques mal digérées qui ont fini par exploser. Le Pr Bado ne digère pas sa mise à l'écart par Tahirou Barry le Président du parti. À côté, il y a les militants, ceux-là aussi qui semblent avoir ete mis aux oubliettes par le Bureau actuel. Les anciens, ainsi nommés par le Pr Bado, se sont plaints à maintes reprises chez le grand sachem. Il ont même adressé des correspondances au Fondateur du parti, bien qu'il ne soit plus le premier responsable du Parti. Cette gestion aussi bien bipôlaire que grégaire n'a pas réussi à hisser le parti au plan national comme un grand parti. Ses résultats obtenus lors des dernières consultations électorales témoignent de cette catharsis. Un réquisitoire contre Tahirou Barry

Yacouba Ouédraogo , ancien ministre des sports a démissionné de son parti, ça n'a pas fait tant de bruit. Le scénario le plus redouté est celui du PAI avec le conflit entre Fillipe Ouédraogo et Soumane Touré. Quelle voie choisira le PAREN?

Les militants qui ne sont pas du groupe de Barry n'ont pas reçu d'argent de la part du parti pour battre campagne. Or, Barry aurait confié à Bado, le Fondateur du parti qu'il a mis à la disposition de Carlos, la somme de huit millions de francs CFA pour la région du Centre où Bado se trouvait tête de lice dans le Kadiogo pour les législative. Barry ne rendant pas compte au Fondateur. Alors que en quittant la tête du parti, il y a des prérogatives que le Fondateur s'est adjugé. « C'est moi qui ai quitté la tête de mon parti mais en quittant j'ai demandé des prérogatives » dit Bado.

Parmi ces prérogatives, il y a la désignation du Président du Parti. Il est vrai que pudiquement le Professeur conçoit cela comme la désigntion du candidat pour la Présidence du parti. Mais, il n'y aurait pas d'enjeu, si cela se limitait à la seul désignation du candidat. «Permettez-moi pendant un certain temps-là de vous désigner le candidat à votre suffrage, si vous ne le voulez pas, monsieur Bado proposez encore un autre, si finalement je ne trouve pas, je dirai aux gens de se présenter je vais voir». Même quand il ne trouve pas le candidat idéal, les potentats se présentent à lui pour qu'il juge de qui peut-être apte à diriger le parti. C'est une forme de contrôle du parti instituée par le Fondateur. Les autres prérogatives ne sont pas moins encombrantes pour le Bureau politique. Il a du traîner le Pr Bado dans ses bottes dans toutes les instances du parti. Puis la rédition des comptes n'a pas marché avec Barry. Il ne lui rend pas compte. Bado, informé de rien au sein de son parti ne digère pas telle insoumission et il le fait savoir, surtout quand les plaintes des anciens du parti et d'autres militants viennent s'y ajouter. Mais les choses ont été bien faites avant que Bado ne quitte la tête du Parti. S'il y a une crise, il faut que ce soit lui Bado qui vienne y mettre l'ordre. C'est la transition par le Fondateur

La crise est là, l'implosion. On a envie de dire que c'est la fin de la renaissance. Cette renaissance espérée, mais qui n'a d'ailleurs pas eu lieu. Mais pour que la renaissance continue, il faut que le président cherche à absoudre ses péchés. Il doit reconnaître sont tort et se repentir. Parce que c'est Bado qui fait les rois au PAREN : « je préfère un repenti à un nouveau venu ».

Le cas Toé Carlos !

Joint au Téléphone, parce que absent de Ouagadougou, Carlos Toé, ne se reconnaît dans les récriminations de Bado. Il se garde de tout commentaire, cependant, tant que le Bureau politique national ne s'est pas réuni. Cette réunion est prévue pour le Mercredi 25 août 2016. Ça promet des étincelles. On s'achemine vers un contre réquisitoire contre Bado. Autour du Bureau Politique national, l'action de Bado sent la face cachée d'un «iceberg d'actions en cours depuis 2 ans qui ne visent qu'à déstabiliser le parti, à diaboliser le président actuel du PAREN». La réunion du Bureau politique national va t-elle dévoiler une facette du Pr que l'on ne connaît pas ? Déjà sur les ondes de Radio Oméga, il est reproché au Pr de vouloir «avoir à la tête du parti un président qu'il peut manipuler à sa guise. Un président sans volonté, sans dignité, sans conscience et qui ne fera qu'avaler ce que Laurent Bado propose comme idée quelle que soit la pertinence de ces idées ». au niveau du PAREN, s'achémine t-on vers l'éjection du Fondateur ? Yacouba Ouédraogo, ancien ministre des sports a démissionné de son parti (UBN), ça n'a pas fait tant de bruit. Le scénario le plus redouté est celui du PAI avec le conflit entre Fillipe Ouédraogo et Soumane Touré. Quelle voie choisira le PAREN? Le Bureau paolitique est attendu dans cette semaine!●

Wilfried BAKOUAN

Procès élèves Gounghin
L'accusation ne résiste pas aux faits

Le jeudi 11 août 2016, le procès des élèves du lycée saint Joseph de Goughin a efin eu lieu au tribunal de grande instance de Tenkodogo. En rappel, ces élèves au nombre de trois sont accusés d'avoir organisé une manifestation illicite sur la voie publique et de détruire des biens privés. C'est Me Olivier Yelkouni, Avocat à la cour qui a assuré leur défense. C'est donc dans une salle d'audience pleine à craquer que le procès s'est déroulé. Le procureur a requis 24 mois ferme et la défense a plaidé pour la relaxe pour bénéfice de doute. Le délibéré est prévu pour le 25 Août 2016.

Avant de parler du procès, il convient nécessairement de revenir sur la genèse des faits. En effet, tous les acteurs (élèves, personnel, l'administration) sont unanimes que tout est parti des examens blancs réclamés par les élèves depuis 2 ans maintenant en vain. Cette situation avait conduit à l'organisation d'une 1ère manifestation par le bureau des élèves en avril 2016. Au cours de cette manifestation, il semble que l'administration a été séquestrée par les élèves. Ce qui avait amené en son temps les différents proviseurs de la région à sortir de leur gon et à condamner ces actes qu'ils qualifient d'inadmissible. Des médiations avaient pu calmer la tension sans pour autant les résoudre. La crise couvait depuis longtemps. Et elle a refait surface quand une lettre d'excuse a été demandée à l'ensemble des élèves. En réalité à travers cette lettre les élèves devraient s'excuser auprès de l'administration pour séquestration. Pour les élèves, cela ne pose pas un problème même s'ils récusent les faits à eux reprochés. Mais à une condition. Laquelle ? Les élèves marchandent la lettre d'excuse contre leurs examens blancs. En clair, sans examens blancs point de lettre d'excuse. Ce que l'administration n'a pas digéré. La crise s'est donc cristallisée jusqu'à l'émission des convocations à cinq élèves choisis comme à la loterie pour répondre en conseil de discipline le 16 mai 2016. Puisque personne ne sait comment ces élèves ont été repérés lors de cette manifestation parmi plus de 1000 élèves. Même l'administration qui a émis ces convocations le 13 mai 2016 ne fournit pas des preuves tangibles. Du reste, c'est ce qui ressort du constat. Quand les cinq élèves ont reçu leur convocation il semble qu'ils ont tenu informer le bureau des élèves. Ce bureau des élèves a pris cela comme de trop. Mais il a essayé sagement d'entreprendre des démarches de négociations pour l'annulation desdites convocations. Signalons que parmi les convoqués, il n'y a qu'un membre du comité des élèves. Pour les démarches, le bureau s'est fait accompagner par les convoqués. Leur premier point de chute fut chez le chef coutumier de Goughin. Cette autorité coutumière les a reçu et leur a dit simplement qu'elle n'est pas qualifiée pour gérer les questions administratives. Elle les a conseillés, pour ce faire, de saisir le préfet de Goughin, président de la délégation spéciale de ladite localité. A son tour le préfet aussi s'est dit être incompétent pour la question. Il leur a dit de repartir voir leur proviseur qui est le seul à pouvoir résoudre ledit problème. Les élèves visiblement déçus ont replié sur leur établissement où ils ont fait le point à leurs camarades. Après cette énième démarche infructueuse, les élèves se sentaient très coincés et en colère. Aussi, avant cela, le délégué adjoint du comité des élèves s'est suicidé. Il semble que l'élève avant de se suicider a laissé une lettre intitulée «le scenario de ma mort» qui résumait les menaces qu'il a subies par rapport à la lettre d'excuse. Laquelle lettre se trouve actuellement dans les mains de la police. Pour les prévenus, ce sont toutes ces pressions qui ont fait perdre de la patience chez les élèves. C'est pourquoi selon eux, quand le comité des élèves accompagné par les convoqués étaient chez le proviseur la foule qui les attendait n'a pas pu se contenir. Elle a donc commencé à les lapider. C'est dans ces échauffourées que les trois motos ont été incendiées. Ces motos appartenaient au proviseur, au conseiller principal d'éducation et au censeur. Après cela, la foule s'est dirigée vers la voie Ouagafada et l'ont occupée pendant un bout de temps.

Olivier Yelkouni avocat des élèves. (La Rupture)

Alors qui est donc responsable de ce qui s'est passé à Goughin? Une question à multiple variables ? Puisque les deux parties se jettent la balle. En temps normal et dans un Etat de droit, c'est la justice qui pouvait donner satisfaction à cette question. Mais apparemment des coupables ont été déjà «désignés» et écroués à la maison d'arrêt et de correction de Tenkodogo depuis le 29 juin 2016. C'est leur procès qui vient de se tenir le 11 Août dernier.

Le réquisitoire amère !

«Notre pays est en proie à des actes d'incivisme de part et d'autre notamment dans le domaine de l'éducation, Il faut qu'on restaure l'autorité de l'Etat », fois du Procureur. D'aucuns diront que le procureur a annoncé les couleurs d'un procès biaisé. Nous sommes d'accord avec lui quant à l'ampleur des problèmes rencontrés dans les établissements d'enseignement secondaire du Burkina. Nous avons encore en mémoire les évènements de Nagaré, de Diapaga et de bien d'autres localités. Mais pour nous, le plus souvent ces manifestations se fondent toujours sur des préoccupations évidentes. Bien sûr la manière de revendiquer est à revoir sans perdre de vue la pertinence des préoccupations soulevées. L'avocat des prévenus est allé plus loin en signifiant que l'incivisme est aussi constaté au niveau des autorités. Ce qui veut dire que la restauration de l'autorité de l'Etat devrait s'intéresser non seulement au niveau des administrés mais aussi au niveau des autorités. Au moins si elle veut être efficace. Durant tout le procès les trois prévenus (élèves) ont rejeté unanimement et constamment les faits à eux reprochés. Pourtant, diront le juge d'instruction et le procureur, dans les procès-verbaux les élèves reconnaissent les faits. Aux élèves de relever qu'à l'audition à la police ils ont été torturés et un parmi eux a été hospitalisé. Appelés à la barre, la partie civile composée du Proviseur, du Censeur et du Conseiller principal d'éducation ont fait savoir que c'est bien ces trois élèves qui ont incendiés les motos. Même s'ils n'ont aucune preuve pour étayer leur parole. «C'est qu'à même curieux que ceux qui sont lapidés et séquestrés puissent identifier clairement ceux qui ont incendié les motos» s'est interrogé un professeur qui assistait au procès. D'autant plus qu'à la question de la défense de savoir avec quoi les motos ont été incendiées. Aucun de la partie civile n'a pu donner une réponse cohérente. En claire, il n'y a eu aucune preuve établie contre les 3 prévenus. C'est donc logique si le public a manifesté une sorte de désapprobation, quand dans le réquisitoire du procureur, il a demandé 24 mois fermes contre les élèves. Cette réaction de l'audience a amené le procureur à vouloir se justifier, mais vainement. Pour lui, il faut condamner pour donner l'exemple. Est-ce juste de condamné quelqu'un qui n'est pas fautif, juste pour donner l'exemple ? Est-ce de la justice ? A partir du moment où on ne cherche pas forcement des coupables à condamner. L'unique préoccupation du procureur c'est de donner l'exemple afin de restaurer l'autorité de l'Etat.

La défense, une plaidoirie logique ?

C'est en ce moment que la plaidoirie de la défense nous a paru logique. D'abord, elle dit qu'en matière de droit on ne condamne pas pour donner l'exemple. Mais pour lui ce sont des coupables de crimes qui sont condamnés. Ensuite Il a fait savoir qu'à partir du moment où la responsabilité des trois prévenus n'a pas été établie par rapport aux accusations, il sied que la justice les relaxe au profit du bénéfice du doute. En fin, l'avocat de la défense soutient que toute fois si la justice tenait à les condamner qu'elle leurs fasse bénéficier de circonstances atténuantes conformément aux article 81 du code pénal et 694 du code de procédure pénale. Parce que selon Me Yelkouni, dans la résolution de leur problème les élèves ont fait preuve de sagesse en demandant de l'aide aux plus hautes autorités de la localité qui d'ailleurs ont refusé. En plus, l'avocat fait comprendre que les élèves en exigeant des examens blancs sont conscients de leur avenir donc responsables. Visiblement l'avocat de la défense dit être confiant même s'il reconnaît que la vérité judiciaire est par moment très aléatoire. Maintenant l'attention de tous est orientée vers la justice qui doit forcément garantir l'équité et dire le droit rien que le droit. ●

Ernest

Le CETIM dévoile le dessous des grands événements sportifs

Le Centre Europe-Tiers Monde (CETIM) se singularise par les informations alternatives qu'il révèle. Des informations qui rament à contre-courant du déluge de celles véhiculées par les puissants médias détenus par des barons de multinationales. Pour ce faire, le Centre produit des livres sur divers sujets. Nous saisissons cette période où le monde est quasiment absorbé par les jeux olympiques pour présenter un des livres. Son titre est : La coupe est pleine ! Les désastres économiques et sociaux des grands événements sportifs.

C'est un opuscule 130 pages qui fait des révélations effroyables sur de sombres pratiques qui s'opèrent avant, pendant et même après les grands événements sportifs. Déjà, dès l'introduction le livre indique, preuve à l'appui, que du point de vue social, un rapport du Centre for Housing Rights and Evictions (COHRE) de 2007 soulignait que les Jeux olympiques (JO) avaient contribué en 20 ans (entre 1988 et 2008) à expulser deux millions de personnes dans le monde. Sur le plan économique, le document ajoute que les grands événements sportifs ont contribué à fortement alourdir la dette externe de nombres de pays. L'exemple le plus éloquent est sans conteste la Grèce. A titre illustratif, le livre indique que le coût de dispendieuses réalisations comme la construction de grands stades ou de piscines olympiques, pour la tenue des JO de 2004 est considéré comme en partie la cause de la crise que connait la Grèce. En effet, la Grèce aurait dépensé « 20 milliards d'euros pour cette compétition, alors que 5,5 milliards avaient été budgétés», indique le document. Le problème est que la transparence n'est pas toujours de mise dans telles circonsatances. Les chiffres officiels n'ont jamais été publiés. Malgré ces dépenses astronomiques, ces réalisations sont *« complètement laissées à l'abandon ou bradées à vil prix à des sociétés privées ».* Le CETIM s'indigne du fait que l'organisation de ces grands événements sportifs tienne très dérisoirement leurs promesses de prospérité, d'emploi et d'enrichissement. Et tout est fait pour qu'un bilan indépendant et objectif ne soit pas effectué pour éviter toute critique sur les prochains événements.

Un peu plus loin, le livre ajoute que le sport de *«haut niveau»* n'est plus un simple divertissement de masse. Mais est devenu un *«sport spectacle».* Et s'inscrit dans *«l'étroit maillage du néolibéralisme qui structure jusqu'à nos vies et est devenu une force politique, économique et sociale importante».* Pour le Centre, on ne doit pas fermer les yeux sur les excès et les dérives de ces événements. Pour leur réalisation, on procède à des destructions de quartiers, des expulsions et expropriations, des opérations foncières sous-jacentes, des cadences infernales imposées aux travailleurs du bâtiment soumis à de brefs délais non négociables dictés par la Fédération internationale de Football Association (FIFA) Sud.

La première partie intitulée: **«FIFA et CIO : institution-pilotes du capitalisme prédateur»** est rédigé par Fabien Ollier. Il explique avec dextérité l'emprise du système capitaliste sur ces grands événements sportifs. Les trois autres parties abordent également des thématiques pertinentes révélant le côté sombre de ces grands événements dans divers pays où ces messes ont été tenues.
En rappel, le CETIM travaille depuis plus de 45 ans à exposer et dénoncer le fonctionnement et les conséquences du mal développement. Son précepte est : *«Il n'y a pas un monde développé et un monde sous-développé mais un seul monde mal développé ».*●

SOUNDIATA Samory

Kongoussi - Djibo
Le bitume des marches

12 août 2016, date de la naissance d'un espoir pendant longtemps voulu des populations de Djibo, province du Soum dans la région du Sahel. Elle a usé de marches de manifestations parfois violentes pour réclamer le bitumage de la route qui relie leur localité à Kongoussi. Depuis le 12 août 2016, cette revendication est pourvue du lancement des travaux de bitumage de la route en question sous le regard du Premier ministre, Paul Kaba Thiéba.

Une vue du calvaire des usagers de la route Kongoussi-Djibo. (La Rupture)

Prévus pour durer 24 mois, les 96 km coûteront à l'Etat burkinabè et à ses partenaires financiers la somme d'environ 21 milliards de F CFA. Les habitants de Djibo ne sont pas allés «du dos de la cuillère» pour réclamer au gouvernement burkinabè ce qu'ils estiment être un droit, le bitumage de la route Kongoussi-Djibo. Longue de 96 km, cette route de l'avis de Oumarou Dicko, maire de la commune, a endeuillé de nombreuses familles et cela, au regard de son état de dégradation indescriptible.

Et pour se faire entendre des différents gouvernements successifs, la population de Djibo, surtout sa jeunesse regroupée autour des revendications, a usé des sit-in, marches et manifestations parfois violentes pour dénoncer le mauvais état de la route Kongoussi-Djibo et réclamer le début des travaux de bitumage «plusieurs fois annoncé mais jamais effectif» à leur avis.

Dans cet excès de colère, le domicile du Président du conseil régional du sahel est allé en fumée. Ce saut d'humeur des «djibolais» a souvent conduit les autorités en charge des infrastructures à travers sa Direction générale des routes à faire des sorties médiatiques pour expliquer «le pourquoi» du retard.

Depuis le 12 août 2016, fini ce calvaire et les promesses démagogiques! Le jour s'est levé sur Djibo et il voit son rêve devenir réalité avec un coup de buldozzer donné par le Premier ministre, Paul Kaba Thiéba.

Mais patience a encore été demandée aux habitants des localités de Kongoussi et de Djibo. Et pour cause, les entreprises en charge de l'exécution des travaux ont 24 mois pour livrer le bitume. Selon le Ministre des Infrastructures, Eric W. Bougouma, c'est le groupement d'entreprises Oumarou Kanazoé/Société générale de travaux modernes/Globex construction qui a été retenu pour l'exécution des travaux de la section1 «Kongoussi- Yargo», long de 16 km, pour un montant de 4 502 979 633 FCFA.

La section 2 qui concerne le tronçon Yargo- Djibo, long de 80 km est attribuée au groupement d'entreprises GER/SONAF pour un montant de 16 479 733 600 FCFA.

Soit un montant total d'environ 21 milliards financé grâce à l'Etat burkinabè, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA). La BADEA apporte un taux de financement de 88,80% pour la construction de la route Kongoussi- Yargo.

La Banque africaine de développement (BAD) assure 100% du financement du tronçon Yargo- Djibo.

Tous les intervenants à la tribune ont interpellé les entreprises à des travaux de qualité capables de résister aux intempéries.

L'image de la route Ouagadougou Kongoussi n'est guère reluisante et les intervenants à la tribune de lancement ne veulent pas que cette image se transpose sur Kongoussi-Djibo. Réceptionnée officiellement en 2008, elle est déjà dégradée. Le directeur technique des travaux, du groupement GER/SONAF, Hugues Donald Zowelengré a confié que *«les travaux seront exécutés à bonne date et dans les règles de l'art»*. Comme pour les rassurer!

Les inquiétudes de Faciné Sylla, représentant de la BAD à cette cérémonie demeurent cependant ! Il est convaincu que «le péché mignon» de l'Etat est le manque d'entretien des routes bitumées, toute chose qui fait que le Burkina Faso est dans un perpétuel recommencement.

Pas que ça !

Ouahigouya-Djibo et Djibo-Dori sont aussi dans les starting block des routes à bitumer. En plus du bitume, les habitants verront l'aménagement de 54km de pistes connexes à la route principale, l'aménagement de 5,2 km de voiries en pavés par la méthode haute intensité de main d'œuvre (HIMO) dans les villes de Kongoussi et de Djibo, la construction de murs de clôtures d'écoles et de centres sociaux, le long de la route, la fourniture d'équipement de transformation des produits laitiers en appui aux femmes pour promouvoir leur autonomisation, la plantation de 3500 arbres, la réalisation de 17 forages positifs équipés, la réalisation de la piste à bétail existante le long de l'axe Djibo- Kongoussi et le suivi de la qualité de l'eau de surface des lacs Bam et Bourzanga.

Une fois achevée, la voie bitumée, selon les autorités régionales et le Ministre Eric Bougouma des infrastructures, va désenclaver cette zone à fort potentiel économique, surtout dans le domaine de l'élevage.

Il faut noter avec lui que Djibo possède un marché à bétail sous-régional.

Le Premier Ministre a embouché la même trompette : *«le bitumage de cette route va soulager les habitants. Elle va désenclaver la région qui regorge de potentialités économiques surtout dans le domaine d'élevage.»*

Assurément, la route pourra permettre a Djibo de faire tant de choses qu'il ne pouvait pas. c'est une nouvelle ère qui s'ouvre sur cette partie du pays. La multiplication des échanges économiques tant sur le plan interne qu'externe sera désormais facilitée. Sans compter que la route augmente le trafic commercial et permet de diminuer le prix du transport. E

Ile facilite le déplacement des populations. Il faut préciser qu'après le bitumage de cette route qui a fait *«couler beaucoup d'encre et de salive»*, le gouvernement burkinabè compte «couler» le bitume dans les prochains mois sur la route Ouahigouya-Djibo et Djibo- Dori. ●

John SOME

Les Gombo.com
Nous avons une vision artistique pour le Burkina

Gombo.com, groupe emblématique de deux humoristes bien connus du public burkinabè. Leurs prestations ne laissent personne indifférente. Gombo.com c'est Kerguékankounkan (Ousmane Bamogo) et c'est Siatique (Irissa Nikiéma). Deux hommes d'une extrême humilité. Nous leur avons rendu visite le lundi 15 août, quelques jours après leur spectacle à la Maison du Peuple. Ils se livrent à cœur ouvert. Lisez plutôt.

(DR)

RUPTURE (RPT) : comment vous êtes-vous rencontré pour aller jusqu'à former un groupe ?

Gombo.Com.Siatique (STQ): *« j'ai rencontré Kerguékankounkan par le biais d'une cousine. Je le voyais jouer dans un groupe de théâtre les fins d'années. Je partais de temps en temps suivre ce qu'il faisait. Et j'ai demandé à ma cousine de nous mettre en contact parce que j'appréciais beaucoup ce qu'il faisait. Un jour on est allés suivre une de ses prestations où il a formidablement joué le rôle d'un soûlard. Après, je lui ai demandé si ensemble on pouvait former un groupe. Il se trouve que lui aussi dans les coulisses voulait travailler avec moi. Donc c'est comme Jésus et Yaceh. Au moment où Yaceh voulait voir Jésus, ce dernier lui dit : je m'en vais chez toi. Quelques jours après on l'a invité chez moi et on a formé le groupe avec au départ, beaucoup de gens qui sont partis pour ne laisser que Bamogo Ousmane et Nikiéma Irissa qui forment aujourd'hui Gombo.com. C'était entre 2004 et 2006 par là ».*

Comment vous définissez-vous, qui est Gombo.com ?

Kerguékankounkan(4K): *«nous sommes des artistes qui avons une vision artistique pour le Burkina, pour le peuple que nous aimons tant. Nous sommes juste des messagers».*

Quel petit bilan pour cette dizaine d'années de carrière ?

4K : *« on va parler beaucoup de métamorphose. Comme il (Sciatique) l'a dit, au début nous avons commencé avec plusieurs personnes, en groupe, dans le théâtre. Après nous nous sommes dit qu'il faut aller vers le théâtre professionnel. On a foulé les planches du CITO (carrefour africain du théâtre et de l'humour), et du Cartel avec des formateurs et beaucoup de metteurs en scène comme Ildévert Méda, Alain Héma, Issaka Sawadogo…pour savoir ce que c'est que le théâtre. C'est là que nous avons compris que l'humour est un volet du théâtre sans représenter le théâtre à proprement dit. On dit que l'humour est un art bordel. Cela veut dire que l'on utilise du théâtre, de la musique et beaucoup de choses pour le faire. Il fallait que l'on sache vers où on allait. On a voulu se donner une identité propre. Pour cela on est allé à Sabou pour créer ces deux enfants qui sont restés et à travers lesquels on connaît Gombo.com. Voilà comment nous nous sommes retrouvés dans notre peau actuelle.»*

Il y a eu des difficultés au départ non? Des appréhensions?

4K : *«Au départ ce n'était pas facile, surtout quand on disait aux parents que nous voulions faire du théâtre ou de l'humour. Beaucoup ont fuit, les amis ont fuit. C'était des périodes très difficiles. Mais aujourd'hui le bilan est très positif et artistiquement on a beaucoup mûri. Aujourd'hui on ne vit que de ça avec nos familles, on a des enfants qu'on scolarise, on a des familles qu'on soutient. On arrive à exporter Gombo. Com hors du Burkina, on arrive à fouler de grandes scènes avec des artistes de renom. Donc nous avons évolué beaucoup avec l'aide du grand Dieu et du public.»*

On sait que vous avez travaillé justement au niveau international avec le chroniqueur RFI Mamane, à quoi a consisté le projet ?

STQ : *«C'était un projet pilote. Mamane a été contacté par notre manager lors de son passage au FESPACO. Il lui a donc présenté notre DVD qu'il a voulu visionner et nous faire un retour. Quand il l'a fait, il a décidé de nous intégrer dans son projet parce qu'il dit avoir été accroché par notre travail. Il a donc demandé de choisir 3 sketchs et avec ces sketchs on s'est retrouvé en Côte d'Ivoire avec des Congolais, des Ivoiriens, des Maliens, des Guinéens… pour la réalisation du projet. Ça s'est très bien passé. Si tout va bien, on va poursuivre en novembre ou décembre pour la deuxième saison.»*

Quels peuvent être les retombées immédiates de ce projet pour vous ?

4k : *«C'est la visibilité. On peut être talentueux ici mais si par exemple tu pars au Niger personne ne te connaît. Il n y a pas de grande visibilité pour les artistes. C'est en même temps un coup de cœur pour nous. Par exemple quand tu suis la télévision TRACE TV et qu'on cite les grands noms de la musique africaine, il n y a aucun nom burkinabè. Et en tant que Burkinabè, on se demande si cela dit quelque chose à nos dirigeants ou bien si ça touche ceux qui ont de gros moyens financiers et qui peuvent soutenir le travail des artistes. Je me dis que le patriotisme vient de là. Il faut un tremplin pour les artistes et c'est ce qu'a fait Mamane. Nous lui disons merci.»*

Alors, quelle est votre appréciation de la politique culturelle au Burkina ? Avec le le nouveau Ministre ?

4K : *« Ce serait trop tôt de juger mais nous pouvons dire que depuis longtemps, nous n'avons eu qu'un seul Ministre de la culture digne de ce nom : c'est Mahamoudou Ouédraogo qui a beaucoup innové le secteur de la culture. C'est lui qui a créé les Prix Galian, les grands prix de l'humour... Mais après lui, beaucoup de choses sont retombées. Par exemple aujourd'hui si nous voulons organiser un spectacle à la Maison du Peuple, nous sommes obligés de balayer la maison et même de la parfumer avant de pouvoir jouer. Tout simplement parce que lorsqu'il pleut l'eau y entre et c'est occupé par des toiles araignées... Rien n'est entretenu pourtant on paye de l'argent pour la location. Au moins ils peuvent l'entretenir. Même s'ils ne peuvent pas la reconstruire, au moins ils peuvent assurer l'entretien. Ils ont construit une maison à Bobo, c'est très bien mais pourquoi ne pas le faire aussi sur le site de la maison du peuple à Ouagadougou afin que les gens aient les conditions idoines pour mieux travailler. De plus, nous pouvons citer en exemple les « Bonjours » en Cote d'Ivoire ; c'est ce qui a rendu visible les humoristes de ce pays. Ce n'est pas que nous manquons de talents ici, c'est parce qu'il n y a pas d'accompagnement. À la RTB, combien de personnes ont proposé des émissions en vue de faire connaître les artistes mais jamais ça ne marche. Certains ont proposé des nuits culturelles burkinabè en Cote d'Ivoire mais ça n'a jamais marché. C'est quand les Ivoiriens sont venus faire les journées culturelles de la cote d'ivoire au Burkina que nos dirigeants se sont mises à leur emboîter le pas. Pourtant on était les premiers à leur en proposer. C'est très dommage. Je pense que le Ministre actuel est en train de faire des efforts et on l'observe. S'il fait de bonnes choses, on le dira mais s'il déroute aussi, on le dira haut et fort. »*

JARDIN SECRET

Quels étaient votre plus petit caché et le plus grand cachet ?

4K : *« Notre plus petit cachet a été 2000 F CFA, c'était à l'occasion de la Nuit Culturelle du lycée Marie Curie (Grands rires de tous). Mais notre plus grand cachet au Burkina s'élevait à 1.500.000 FCFA. Hors du Burkina je sais qu'on a déjà touché 3.000.000 F CFA comme cachet pour un spectacle qui a duré 30mns et pour le Burkina le spectacle a duré 5mns.»*

Etes-vous mariés à combien de femmes et avec combien d'enfants ?

STQ : *«je suis marié, père d'une fille qui aura bientôt 3 ans.»*

4K : *«je dirai que j'ai commencé un peu plus tôt que lui. J'ai eu mon premier fils à ma classe de Terminale ; je suis père de 3 enfants et marié avec la même femme (rires).»*

Quelle est votre conception de l'amour ?

STQ : *«l'amour pour moi est comme un œuf. C'est un ensemble. C'est comme deux personnes qui se retrouvent dans un œuf. Les degrés ne peuvent pas être les mêmes mais c'est cela qui fait que c'est de l'amour.»*

4K : *«pour moi l'amour est comme la colonisation. C'est un mal nécessaire. On a du tout dans l'amour. On a les deux extrêmes. On*

Suite à la page 15

Nouveaux impots
La CCVC promène son œil

(DR)

La deuxième loi de finances rectificative pour l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2016 a été adoptée sous le titre de loi N°021/AN du 25 juillet 2016, à la clôture de la session extraordinaire de l'Assemblée nationale de cette année.

Suite à la loi et pour, soutient-on, combler le déficit budgétaire de l'année, le décret N°2016-695/PRES, du 1er août 2016, a été promulgué, instituant quatre nouvelles taxes, à savoir :

la taxe (retenue à la source libératoire) sur les gains des paris et autres jeux de hasard ;

la taxe à l'importation sur les véhicules de tourisme dont la puissance est égale ou supérieure à treize chevaux ;

la taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties ;

l'augmentation du taux de la taxe sur les boissons, notamment la bière.

Selon le Directeur Général (DG) des impôts, dans une interview accordée à Burkina24, « ces nouvelles taxes n'ont qu'un seul but : améliorer le niveau des ressources propres de l'Etat (…) pour donner les moyens à l'Etat de subvenir aux besoins des populations, mais également de conduire les politiques publiques, d'assurer la couverture sociale pour l'ensemble des Burkinabè de procéder aux investissements nécessaires pour les populations. Nous avons, poursuit-il, un taux de pression fiscale qui varie entre 14% et 15% : l'UEMOA dit que le taux minimum devrait être de 20% ».

Ce que le DG des impôts oublie de souligner, c'est que les travailleurs, à travers l'Impôt Unique sur les Traitements et les Salaires (IUTS), et ce depuis la Garangose, payent régulièrement leur impôt direct (impôt retenu à la source) et sont contraints de payer en plus, des impôts indirects, notamment la TVA (18%) sur les marchandises qu'ils achètent chaque jour. Les prélèvements cumulés (IUTS, TVA, etc.) se situent entre 30 et 40% du revenu de chaque travailleur.

Pire, le Burkina a perdu en moyenne au cours de la période 2005-2014, environ 475,6 milliards de FCFA chaque année, du fait des flux financiers illicites (FFI) [selon les hypothèses de Kar & Cartwright-Smith (2010) et Kar & Leblanc (2013)], soit 12,6% de son Produit Intérieur Brut.

Dans un contexte où la pauvreté touche plus de 40% des burkinabè, le gouvernement aurait été mieux inspiré de se tourner vers les plus nantis, notamment ceux qui ont acquis de façon frauduleuse leurs richesses.

Sous la transition hélas, le peuple a attendu en vain du gouvernement, une prise de mesures vigoureuses pour faire la lumière sur les crimes économiques et de sang du pouvoir de la 4ème République. Après 27 années de pouvoir et de pillage organisé, il est impérieux que les avoirs et les biens mal acquis par Blaise COMPAORE et sa famille, ainsi que par ceux des principaux dignitaires de son régime soient gelés, recouvrés et restitués au peuple.

Par une gestion scabreuse et peu vertueuse, la Transition est venue accroître la liste des biens mal acquis. La plupart des faits de pillages, également perpétrés sous la Transition, ont été mis en lumière par des enquêtes et autres audits. Pour la CCVC, tous ces dirigeants corrompus et indélicats doivent rendre gorge.

De ce fait, le pouvoir de Marc Roch Christian Kaboré devrait prendre des mesures vigoureuses pour rendre au peuple ses richesses volées et ainsi, « donner les moyens à l'Etat de subvenir aux besoins des populations », comme le suggère le DG des impôts.

Pour cela, le peuple burkinabè a gagné en maturité et il veille à ce que ces taxes qui vont être perçues ne soient pas dilapidées à travers une mauvaise gouvernance, longtemps soutenue par un système de prédation de nos richesses et une gestion mafieuse de nos ressources publiques par les dignitaires des différents régimes.

Si tel était le cas, le peuple saura apporter la réponse appropriée à cette nouvelle trahison.

C'est pourquoi la CCVC :

1. invite instamment le Gouvernement à :

prendre des mesures urgentes en vue de l'identification et de la saisie des biens et fonds détournés par les dignitaires du régime de Blaise Compaoré et de ceux de la Transition, ainsi que du recouvrement des fonds expatriés ;

commanditer un audit des départements ministériels, des sociétés d'Etat et autres institutions et projets ;

commanditer un audit de la gestion des communes, notamment des opérations de lotissements ;

commanditer un audit du secteur minier ; juger et sanctionner tout coupable et/ou complice de pillage de ressources minières du pays ;

juger, sanctionner et exproprier des auteurs de pillages, au profit des populations ;

étendre les impôts aux plus riches, en instituant un impôt sur la fortune.

2. appelle les populations du Burkina dans leurs diverses composantes à :

demeurer sur des positions de lutte, pour l'amélioration de leurs conditions de vie ;

se battre pour la reconnaissance et l'effectivité de leur droit légitime au contrôle populaire de la gestion des biens publics ;

se tenir prêtes pour toute action que commanderait l'évolution de la situation.●

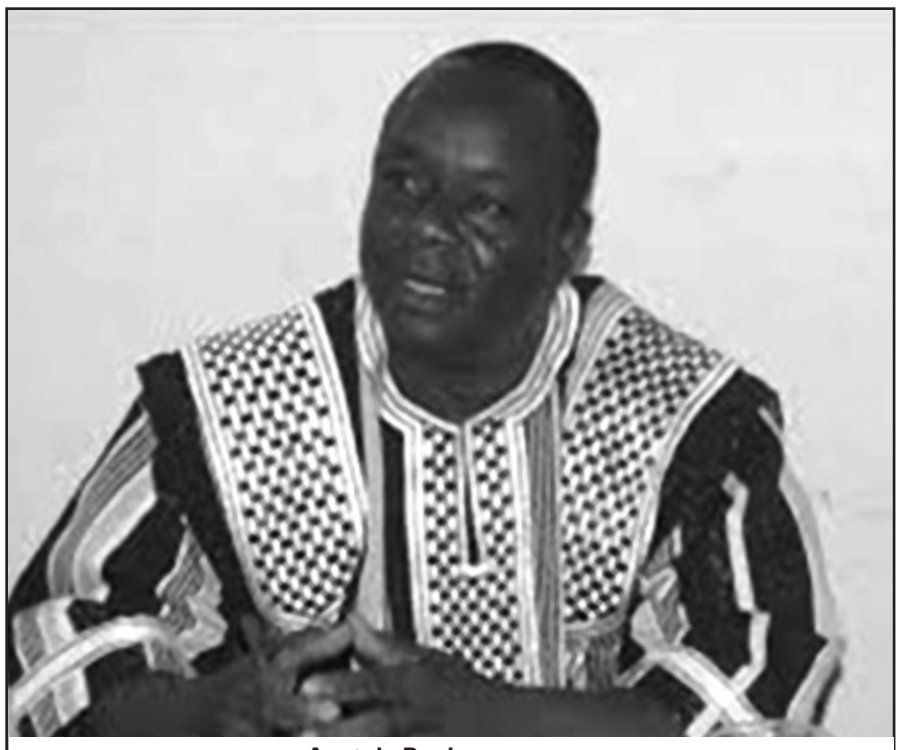
Ouagadougou,
le 17 août 2016

Ont signé :

Pour la Coordination nationale, le Bureau :
P/ Le Président
Bassolma BAZIE
Secrétaire Général/ CGT-B
1er Vice-Président
Chrysogone ZOUGMORE
Président - MBDHP
P/ Le 2ème Vice-Président
François de Salle YAMEOGO
Secrétaire Général /SYNATEB
Rapporteur
Guézouma SANOGO,
Président – AJB,
Rapporteur
O. Guy OUEDRAOGO,
SG/CSB,
Rapporteur Patrice ZOHINGA, Président -UGEB
Chargé de finances
Claude WETTA,S. Exécutif - REN- LAC

Les faiblesses

Sénèque disait : «Toute méchanceté a sa source dans la faiblesse!» Le Mouvement du peuple pour le progrès (MPP) le sait. A quoi servent les alliances politiques, quand elles ne sont pas scellées sur des bases politiques fiables? Que de manipulations et d'intrigues entre les alliés d'un moment. Ce sont des méchancetés gratuites. Elles laissent subodorer les faiblesses des prétendants, leur surcroît d'egos : «à part moi, personne d'autre». Dans la mise en place des conseils municipaux depuis la fin de l'élection du 22 mai 2016 les partis se sont donnée à des spectacles inqualifiables pour l'instant. Dans l'arrondissement N°4 de Ouagadougou, l'élection du bureau du conseil municipal est confrontée à un braquage des « deux grands ». L'opposition entre les pros Souleymane Tapsoba du MPP et les pros Anatole Bonkoungou de l'Organisation démocratique du travail (ODT) n'a pas à atteint son épilogue. La raison est le contrôle de l'exécutif local de cet arrondissement en dépit de l'alliance entre les deux partis. L'alliance entre eux avait comme objectif de permettre que le candidat du MPP remporte la mairie centrale de Ouagadougou sans risque. La contrepartie, le soutien du MPP à L'ODT de Anatole pour s'assurer le contrôle de l'arrondissement N°4 où il est toujours en tête par le nombre de ses conseillers. L'ODT a obtenu la majorité des conseillers à l'élection du 22 mai 2016. Mais les militants du MPP de l'arrondissement ne veulent pas de Anatole à la tête de la mairie. Du coup, ce qui semblait être une alliance scellée au sommet des deux partis est tombé à l'eau. Une première convocation du conseil n'a pu élire le maire pour non atteinte du quorum. Puis une seconde, puis une troisième. Et il y a eu l'élection de Anatole par dix 10 des conseillers qui lui sont favorables. Cette élection, attaquée devant le tribunal administratif, a été annulée. La dernière convocation de la session fut pour le 15 juillet. Elle était pleine d'espoir pour le MPP de voir son candidat, Souleymane Tapsoba, enfin élu comme maire. Mais là encore, le vote n'a pu avoir lieu. C'est Anatole qui décide de ne pas répondre présent à la session avec ses conseillers. C'est donc le blocus. Des voix s'élèvent d'ailleurs pour demander que chacun des deux candidats soit remplacé par Mme Kalmogo pour l'ODT et Mme Tiendrébéogo pour le MPP. Mais les leaders n'entendront pas ces vœux.



Anatole Bonkoungou. (DR)

Ce sont des méchancetés gratuites guidées pas la volonté du pouvoir!

Dans ces turpitudes, c'est la direction du MPP qui est incriminée, avec juste raison d'ailleurs, par l'ODT et ses militants. Il y a comme une sorte de méchanceté que veulent servir le MPP à l'ODT. La raison est simple: le non-respect de l'accord! Il est vrai que les soutiens de Souleymane font chorus derrière lui et son très acerbes contre leur rival mais, force est de reconnaître que la direction du parti a abandonné le problème à la seule analyse des militants. Ceux-ci apprécient, naturellement avec tares, les choix stratégiques de leur direction.

Le MPP n'avait pas la majorité des conseillers pour remporter la mairie centrale. Il a du faire des aménagements et des alliances. Cependant, il apparaît assez important de montrer ici que ces alliances conclues entre formations politiques ne sont le plus souvent pas basées sur la pertinence et la complémentarité des projets de société. Essentiellement, elles se reposent sur la course au pouvoir, au privilège et à la recherche de strapontins, tout en mettant en marge la notion de l'intérêt général. L'ODT n'a pas échappé à la triste réalité du jeu politique faite de ces alliances qui sont, pour la plus part du temps des marchandages de positions, de poste et de situation économique. Ce fut le cas avec le CDP avec qui l'ODT est restée alliée jusqu'à la chute de Blaise Compaoré, bien que la cohabitation fût rude à un moment où fut posée la question de l'occupation du poste de maire de l'arrondissement N°4. Anatole avait battu François Compaoré et ses affidés, après la reprise des élections en février 2013. C'est une question de pouvoir, la faiblesse des hommes politiques. Le MPP aussi a joué sur le tableau marchandage politique avec ses alliés de la majorité dont l'ODT. Or, pour marchander avec Anatole, il faut savoir qu'il est attaché à l'arrondissement N°4. Sur les raisons de cet attachement à l'arrondissement, les supputations ne peuvent prospérer. Il est vrai, les débats peuvent, à l'opposée s'ouvrir sur sa capacité à diriger l'arrondissement pour le bonheur de ses habitants. Pour rien au monde, il peut lâcher la mairie de l'arrondissement N°4. Alors, quand on a marchandé en termes plus ou moins perceptibles: mairie centrale contre arrondissement N°4. Les agissements actuels de Anatole dont les militants se sentent gruger par le parti majoritaire ne surprennent pas. C'était même prévisible. D'un côté des militants qui croient en meurs champions Anatole Bonkoungou et de l'autre, des militants qui croient que l'heure est venue pour leur candidat d'apporter le changement à la tête de l'arrondissement avec Souleymane Tapsoba. Mais le MPP est tellement faible devant le pouvoir, en ce moment, qu'il n'acceptera pas le coup que Anatole avait fait au CDP en 2013. Le tout est que les décisions et les accords de l'organe dirigeant du parti ne sont pas respectés par une base qui attend aussi son tour. Mais, un bonheur, comme dit le même Sénèque, que rien n'a entamé succombe à la moindre atteinte. Qui sortira vainqueur de ce bras de fer entre les deux parties qui traînent leurs faiblesses pour la mairie?●

Jean EKOUÉ

Suite de la page 13

souffre fort et on vit fort. C'est un mal nécessaire à mon avis.»

Depuis que vous êtes devenus des hommes publics, combien de filles vous ont déjà draguée ?

STQ : *« il y en a un peu assez. (Rires) »*

Non, donne un chiffre, la question est claire !

STQ : *« Non ! À peu près une dizaine. Mais je ne sais pas pour le môgô (4k ndlr), lui c'est le trophée ! (rires).»*

4K : *«pour moi c'est une demi-dizaine.»*

Mais dites-nous combien de filles à peu près avez-vous déjà draguées depuis que vous êtes devenus très connus ?

STQ : *«Souvent l'intention y est mais on fait attention. On se demande s'il n y a pas d'yeux extérieurs étant donné que nous sommes connus. Par exemple il y a un grand frère dont je vais taire le nom, qui dit avoir été dans un coin noir, le « poupelem doogo » (maison de la sincérité en mooré), il est entré avec son casque dans l'intention de se camoufler. Quand il a fini et il ressortait, le gars lui a demandé un selfie. Il ne savait que faire… (Rires). Comme nous sommes connus, c'est un peu difficile. On se demande s'il n y a pas d'yeux externes. C'est ce qui fait qu'on glisse mais on ne tombe pas.»*

4K : *«Je suis déjà sorti avec une.»*

STARS ET ACTUALITES

Que pensez-vous du pouvoir en place ?

4K : *« je pense que c'est un pouvoir qui dandine. Il n'a pas encore retrouvé ses repères, il se cherche pour le moment. Mais je me dis que c'est tout à leur intérêt de communiquer parce qu'on sent un manque de communication. On entend chaque fois qu'il y a telle ou telle autre chose qui s'est passé et après il leur faut démentir. Il faut donc communiquer. Pour les Burkinabè je pense qu'ils veulent être rassurés du point de vue de la justice, ils veulent se rassurer en scolarisant leurs enfants, ils veulent nourrir convenablement leurs enfants... On n'attend pas plus d'eux. Ils n'ont qu'à laisser les tralalas et travailler. C'est tout ce qu'on leur demande. »*

Que pensez-vous des groupes d'auto-défenses Koglweogo?

STQ : *«personnellement, je ne trouve pas de problèmes à ces groupes. Leur vision consiste à protéger les populations. Je suis pour un Koglweogo bien structuré, c'est-à-dire qu'il ne faut pas que n'importe qui vienne s'y introduire pour les salir. Par exemple un groupe de Koglweogo qui n'a pas été formé techniquement peut être accompagné par deux policiers ou deux gendarmes. Ils peuvent se mettre ensemble parce que c'est le même combat. »*

Selon vous qu'est-ce qui peut expliquer les inondations dans nos villes ?

4K : *« Il y a des efforts qui doivent être consentis par exemple pour la mise en place de caniveaux. Mais il faut que tout en critiquant, nous ayons un regard extérieur. L'Europe est mille fois plus développé que nous mais il y a des inondations. On ne peut dire que c'est purement et simplement la faute d'untel. Chacun a sa part de responsabilité. On demande au gouvernement des caniveaux, oui, mais qu'est-ce que les populations font de ces caniveaux ? S'il faut les remplir d'ordures et par la suite critiquer le même gouvernement, il y a problème. On a demandé à des gens de déguerpir des zones inondables, mais ils ont revendu les terrains. On retombe toujours dans la même situation. Il est vrai qu'il faut critiquer le gouvernement mais il faut que l'on s'autocritique en se disant que le problème peut venir aussi de nous. »* ●

Propos recueillis par Aziz Somtoré et Priscille Jinette Bansé.

Déjà Paru

Votre journal

LA RUPTURE

est disponible chez les distributeurs habituels

Tél.: 25.40.81.85

79.97.47.33